

Le 3 avril, continuons la mobilisation contre la sélection, pour une université ouverte!

Alors que les jeunes se mobilisent pour la défense de leur droit à l'éducation et la protection de leurs services publics, le gouvernement fait pour l'instant le choix de nier leurs revendications, et poursuit au contraire une politique de régression, toujours au détriment des plus précaires. L'exécutif aura dans le même temps diminué l'impôt de solidarité sur la fortune, ainsi que la fiscalité sur le capital. Il n'aura pas oublié de s'attaquer à la sécurité sociale en affaiblissant son financement par la suppression des cotisations. Les largesses fiscales pour les riches s'accompagnent du maintien des politiques d'austérité pour les autres. Dans tous les services publics, on constate à vue d'œil les ravages des refus d'investissements et du manque de personnel·le·s. Macron s'en prend aux cheminots et à leurs « privilèges », conquêtes sociales obtenues de hautes luttes, et au service public du ferroviaire en ouvrant la porte à sa privatisation.

Le Plan étudiants met fin à l'ambition universelle de l'enseignement supérieur public. La réforme du Bac va mettre les lycées en concurrence. Loin des discours, la mise en place du Plan Etudiants et de la réforme du Bac va se traduire par un renforcement des inégalités sociales. En fonction de son origine sociale, de son lycée ou encore de l'appréciation des professeurs, pouvoir étudier dans la filière de son choix ne sera plus une réalité pour des milliers de jeunes. En effet, avec la mise en place de la loi ORE, seules 5% des filières universitaires seront en capacité d'accueillir l'ensemble des bachelier·e·s et des étudiant·e·s en réorientation sans avoir besoin de sélectionner les jeunes. Ce plan étudiants remet également en cause les rattrapages et la compensation de matières, piliers indispensables de l'arrêté licence, sorte de code du travail cadrant les droits des étudiant·e·s dans les universités.

C'est pourquoi depuis plusieurs mois, les jeunes font le choix de se mobiliser sur l'ensemble du territoire pour réaffirmer leur opposition à ces réformes : manifestations, envahissements de conseil d'administration, blocages de lieux d'études. Les jeunes ont été notamment plus de 25 000 à se mobiliser lors des manifestations ayant eu lieu le 22 mars.

Pour autant, le gouvernement fait le choix de nier la colère des étudiant·e·s et des lycéen·e·s, et utilise des outils autoritaires et répressifs. En témoigne la mise sous tutelle de l'université Toulouse II en vue de mettre fin à la mobilisation contre le processus de Fusion et contre la mise en place de la loi ORE. C'est que ce prouvent aussi les interventions de la police à Grenoble, Strasbourg, Bordeaux et Nantes. Nous ne tolérerons pas ces violences qui visent à briser la contestation naissante dans les universités. Nous exigeons que les jeunes interpellé·e·s ou visé·e·s par la répression administrative soient relâché·e·s sans poursuite.

Par ailleurs, les jeunes exigent également de pouvoir utiliser leur droit démocratique de se mobiliser en toute sécurité. Les attaques de milices d'extrême droite subies par des étudiant·e·s à Montpellier ou encore à Lille, démontrent à quel point l'extrême droite est décomplexée. Nous demandons à ce que le gouvernement prenne ses responsabilités pour mettre fin à de tels agissements, d'autant que ceux-ci ont impliqué dans le cas de l'Université de Montpellier, Philippe Pétel, directeur de l'UFR de droit de l'Université de Montpellier, ainsi que un ou plusieurs professeurs.

Face à ce gouvernement et à sa politique de régression, notre riposte doit être collective. Le 3 avril, des travailleur·se·s de nombreux secteurs seront mobilisés pour des meilleures conditions de travail et un service public de qualité. Nous appelons à intensifier la mobilisation ce mardi 3 avril. Nous appelons les jeunes à faire grève et à se mobiliser par tous les moyens décidés collectivement pour :

- Défendre le droit à l'éducation de chacun·e : Cela passera par le retrait de la loi ORE et du projet de loi portant réforme du BAC

- Un investissement important dans l'enseignement supérieur et dans l'éducation permettant à chacune et chacun de choisir et maîtriser son parcours
- Le maintien de nos droits étudiants (compensation et rattrapages)
- La mise en place d'un véritable service public de l'orientation
- Des investissements d'ampleur pour nos services publics
- La radiation de Philippe Pétel et des enseignants impliqués dans l'attaque fasciste à Montpellier
- La fin des interventions policières dans les universités
- Que toute la lumière soit faite sur les attaques subies par les étudiant-e-s à Montpellier, Lille, Paris, et Strasbourg

Signataires :

DIDF Jeunes, Ensemble Jeunes, FIDL, Jeunes Ecologistes, Jeunes Génération, Jeunes socialistes, JOC, LMDE, Mouvement Jeunes Communistes de France, MRJC, NPA Jeune, Osez Le Féminisme, Réseau jeune du Parti de Gauche, Solidaires Etudiant-e-s, SGL, UEC, UNEF, UNL